L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 27 JUIN 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN. 27 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Eugène Tourné, aux Nos 67 et 64, rue de la Vieille Levée—Sardines à l'huile.

Par D. E. Morphy, aux Nos 108 et 110, rue des Magasins—Faïence.

Par R. M. Turnbull, à l'Hôtel-de-Ville—Les revenus des marchés pour le mois de juillet.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 16 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

Faïence! Faïence! — Voir l'annonce d'ensemble de D. E. Morphy.

La Justice.

La justice est une institution sacrée et respectable par son caractère et par son but. Mais si le caractère en est perverti, si le but en est méconnu, le respect qui doit s'attacher aux décisions de la justice, n'ayant plus de raison d'être, ne peut subsister et le mépris public flétrit les juges et fait tomber l'institution dans le plus grand discrédit. Comment, en effet, respecterait-on ce qui n'est plus respectable?

Le pouvoir donné aux juges ou aux jurés de disposer de la propriété, de la liberté et de la vie de leurs concitoyens, n'est sacré qu'autant que ce pouvoir est employé dans l'intérêt de la loi et de l'équité et pour le bien de la société. Ce pouvoir n'est respectable qu'autant que ceux qui ont la haute mission de l'exercer, sont respectables eux-mêmes et respectés de la communauté.

Tel est loin d'être le cas dans notre malheureuse Louisiane. L'usurpation qui vicie l'exercice du pouvoir de la part du gouvernement d'Etat, entache également l'exercice de la justice de la part de ces tristes cours. L'avocat-général, chef du ministère public, chargé de représenter la majesté de la loi et les grands intérêts de la société, n'est lui-même qu'un usurpateur.

Tous ces hommes qui ont fait un compromis avec leur conscience pour occuper des fonctions auxquelles ils savent pertinemment n'avoir aucun droit, ne sont plus, dans l'exercice de ces fonctions, les agents de la loi ni les mandataires du peuple; ils sont les instruments d'un parti, les complices d'une grande conspiration contre toutes les libertés du peuple, les agents d'une coterie implacable qui ne leur permet pas de reprendre leur libre arbitre.

Comment donc attendre d'eux l'impartialité qui est le propre d'une magistrature indépendante? Leurs actes et leurs décisions devront être forcément marqués au cachet d'un servilisme dont ils ne sont pas maîtres de secouer le joug.

Mais ce n'est pas seulement la magistrature, assise ou debout, qui a perdu son caractère et son prestige. La noble et sainte institution du jury a été tellement pervertie dans son fonctionnement qu'au lieu de couvrir de son égide protectrice la société contre les criminels ou l'innocent contre une accusation injuste, elle est devenue un bouclier pour les coupables, une arme menaçante pour les innocents.

Un composé lés jurés à plaisir dans un intérêt politique ou dans un intérêt particulier, et, comme les pratiques frauduleuses ne suffiraient pas pour garantir le verdict que l'on cherche, on va plus loin, on achète, presqu'ouvertement, des jurés, soit pour faire acquitter des bandits notoires, soit pour faire prononcer contre des citoyens ou des corporations respectables des condamnations monstrueuses par leur iniquité.

Si le juri était loyalement tiré au sort sur la liste des électeurs, il devrait représenter, proportionnellement à leurs nombres respectifs, les différentes classes de la population et les divers partis politiques. Le juri doit être ainsi l'image de la communauté. Or, que voyons-nous ici? A la Nouvelle-Orléans, les gens de couleur ne représentent pas un tiers de la population totale, et le parti radical n'a en que 11,000 voix sur 34,000 données à la dernière élection. Cependant, nous voyons presque toujours l'élément de couleur l'emporter dans la composition des juris; et, tout récemment, dans le procès dirigé contre le *Pelican*, le juri comprenait dix radicaux sur douze jurés et, comme cela n'était pas suffisant pour assurer une condamnation, il est allégué, de la façon la plus plausible, que des jurés ont été achetés.

Mais, comme si tous les moyens que nous venons de signaler pour contrôler la composition des jurés et acheter les consciences des jurés récalcitrants, ne suffisaient pas à satisfaire les rancunes de parti, nous venons d'être témoin de quelque chose de plus scandaleux encore.

On n'a pas oublié l'horrible assassinat dont furent victimes, aux élections de 1870, le maire de Donaldsonville Schomberg et le juge Lawes. Les coupables étaient du parti radical et la Législature vota une loi pour les renvoyer devant le juri de la paroisse Jefferson, où l'élément noir domine. Malgré des témoignages écrasante, le juri de Jefferson acquitta les deux accusés et le gouverneur Warmoth s'empressa de les nommer à des emplois publics.

Eh bien! l'avocat-général *de facto* M. Field, a, sans aucune raison de droit ni de fait, obtenu le renvoi devant ce même juri de Jefferson, de l'affaire de MM. Railey et Cohen, accusés, ce dernier d'être l'auteur, le premier d'être le complice de la tentative d'assassinat dirigée contre M. Kellogg. Ce renvoi, si peu justifié, indique un parti pris d'obtenir une condamnation quand même contre deux hommes qui sont clairement innocents du crime dont on les accuse.

Le jury, saisi de l'affaire, se compose de dix noirs et de deux blancs, et, bien que le juge montre une grande impartialité dans la direction des débats, il ne réussira peut-être pas à empêcher l'emploi secret des moyens de corruption qui ont, malheureusement, si souvent réussi.

Les débats de l'affaire révèlent un effroyable scandale. Contre M. Railey, il n'y a pas l'ombre d'une preuve et il est évident que M. Kellogg, en le faisant comprendre dans les poursuites, a voulu, simplement, se venger de l'insulte personnelle que M. Railey lui a adressée en lui jetant à la face l'expression de son mépris. Mais pour M. Cohen, c'est différent.

Plusieurs témoins, dont on sait les noms et les professions, viennent déclarer, sous serment, qu'ils reconnaissent M. Cohen comme l'homme qui a tiré le coup de pistolet. Un nombre égal de témoins démentent cette assertion, les uns en établissant un alibi, les autres en déclarant qu'ils ont vu l'homme qui a tiré le coup de pistolet et que ce n'est pas M. Cohen; ces témoins ajoutent que c'était un jeune homme de 20 à 22 ans (circonstance qui se trouve relatée dans le rapport de tous les journaux, le lendemain de l'événement) tandis que M. Cohen est un homme d'une quarantaine d'années.

Les ces deux catégories de témoins il y en a une qui ment et qui se parjure. Nous laissons au public le soin d'apprécier laquelle, mais nous répétons que le fait même de cette contradiction, dans les circonstances que l'on connaît, est un monstrueux scandale.

M. Cohen est un père de famille, un homme doux, tranquille, timide même, incapable, au dire de ceux qui le connaissent, de faire du mal à une mouche. La conviction de ses amis est qu'il est victime de la plus odieuse conspiration qu'on puisse imaginer, et, comme il ne se connaît pas d'ennemis personnels, il est en droit de supposer que son titre seul d'attaché à un journal anti-radical, le *Pelican*, lui a valu la persécution sans nom dont il est la victime.

Nous ne pouvons prévoir le verdict de juri et nous espérons encore que les deux accusés seront acquittés. Mais le fait même de leur mise en accusation, de la poursuite et du renvoi de l'affaire devant le juri de Jefferson, indique que la justice n'est plus qu'une moquerie et que le bras de la loi n'est plus qu'une arme au service d'une coterie.

La justice est donc devenue aussi corrompue que les autres branches du gouvernement, et il n'y a plus de sécurité, ni pour les propriétés, ni pour la liberté, ni pour l'existence même des citoyens. On se pourrait trouver que dans les pays d'Orient, et, encore, aux plus mauvais temps de leur histoire, un état de choses analogue à celui qui existe actuellement en Louisiane.

C'est ainsi que le fardeau des iniquités s'accumule sur ce peuple patient et soumis, mais, en même temps que ces iniquités, s'accumulent aussi les haines et, vienne le jour de la reddition des comptes et des usurpateurs, mandataires infidèles, magistrats prévaricateurs paieront, peut-être, cher leurs iniquités et leur arbitraire. Les juris peuvent être arrangés ou corrompus par eux, mais le tribunal de l'opinion publique les a déjà condamnés et le peuple confirmera cette condamnation le jour où il se lèvera dans sa puissance pour réaffirmer son droit à se gouverner lui-même.

MEMORANDUM SUR LE CHOLÉRA. — Le Bureau de Santé vient de faire imprimer un memorandum émanant de "L'Association de Santé Publique Américaine" sur les meilleurs moyens d'arrêter et de prévenir les ravages du choléra. C'est une instruction utile et recommandée fortement par le Comité exécutif de la dite Association. Nous ne pouvons que le recommander nous-même à nos lecteurs, bien qu'il n'y ait en ce moment aucune apparence de choléra épidémique en Louisiane.

— Les joueurs de billard qui prennent part au grand concours international, ont donné, avant-hier, leur troisième séance.

Daly et Cyrille Dion ont joué la première partie. Daly a battu son adversaire de 158.

La seconde partie a eu lieu entre Ubassy et Joseph Dion; celui-ci a été battu et Le Furet a fait une série, la plus forte de cette journée, de 86 points.

Garnier et Deery avaient été désignés pour la troisième partie: Garnier l'a gagnée avec un avantage remarquable.

Nous recevons, à l'instant, la dépêche suivante:

New-York, 26 juin—La neuvième partie du concours international des joueurs de billards a eu lieu, ce soir, entre Maurice Daly et Albert Garnier.

A la 32e entrée, Garnier a fait une série de 213, la plus forte du concours jusqu'à présent, la plus forte de celles d'Ubassy étant de 98 seulement. Après que Garnier eut dépassé ce nombre, (98), les spectateurs ont salué chaque nouveau coup par des applaudissements frénétiques.

La marque portait, à ce moment: Garnier 249, Daly 235. Daly, cependant, a repris le dessus, et à la 37e entrée, il avait 290 et Garnier 294. Celui-ci a, malgré cela, terminé ses 300 points à l'entrée suivante.

La première partie, ce soir, a eu lieu entre John Deery et Joseph Dion. A la 27e entrée, Dion avait terminé la partie, et Deery n'avait fait que 107. Les plus fortes séries de Dion ont été 61, 63 et 25; celles de Deery, 35, 13 et 12.

PASSAGE D'ENTREPONT POUR L'EUROPE. — En raison de la très grande affluence de demandes pour passer en Europe dans des chambres d'entrepont, MM. A. K. Miller & Co se sont décidés à réserver dans ce but, une partie du magnifique steamship *Minnesota* à des prix tout à fait raisonnables, $35 en circulation. De cette manière le voyage en Europe est mis à la portée de tous ceux qui désirent visiter le vieux pays. Le *Minnesota* partira samedi, 12 juillet. 2f

Eau de Vichy Lithine, 139 rue du Canal

LES RÉCOLTES. — Nous lisons dans le *Lafayette Advertiser*, de Vermillionville:

Les pluies incessantes, et d'après le dire de nos plus anciens habitants, sans précédent, tombées depuis près de deux mois ont sérieusement endommagé les récoltes; et dans bien des localités de notre section elles sont totalement détruites ou abandonnées, faute d'avoir pu les travailler et détruire la grande quantité d'herbes qui, hélas, ont poussé avec une vigueur désespérante pour le coton et le maïs. Dans bien des champs, la récolte de maïs est totalement perdue, et dans la plupart d'autres le coton et le maïs, même sous un temps favorable et avec toute l'énergie de l'habitant, ne rendront probablement qu'une moitié du rapport estimé il y a environ deux mois. Les légumes et autres produits ont également souffert en proportion.

— Les élèves des lycées de Paris ont spontanément ouvert des souscriptions en faveur des Alsaciens-Lorrains qui ont opté pour la nationalité française: l'argent de chacun destiné aux plaisirs a été largement donné, et près de 19,000 fr. ont été recueillis.

☞ L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Ces machines sont devenues les favorites du Sud. Bureau de vente 107, rue du Canal.

☞ Sans nier la puissance des agents minéraux et des produits chimiques dont la science a su tirer parti pour guérir les maladies, il faut reconnaître qu'il y a dans les plantes des propriétés que les modernes ont trop négligées. C'est en faisant des recherches sur les propriétés médicinales de certaines racines, écorces et plantes que l'on est arrivé à la composition des HOME STOMACH BITTERS, l'un des meilleurs stimulants toniques qui soit en usage.—Voir l'annonce.

Carondelet Spa—Eaux minérales.

☞ Il est universellement reconnu qu'il y a beaucoup à gagner à se servir des machines à coudre de Grover et Baker; ce qui le prouve, d'ailleurs, c'est leur immense succès de vente. Dépôt général pour le Sud, au No 107 de la rue du Canal.

— La politique entre partout, même à l'exposition des chiens, au Jardin d'Acclimatation. Le *Français* fait à ce sujet une remarque piquante:

Le défilé des chiens s'ouvre tout le long de la grande allée, sous une tente où s'alignent une double rangée de chien, séparés par une balustrade de bois. Naturellement, il commence par les chiens d'utilité. On a mis à l'antichambre les animaux qui servent à quelque chose, pour mettre au salon ceux qui ne servent à rien.

Ce rapprochement n'a pas échappé à la sagacité du rédacteur du *Rappel*, qui fait remarquer, avec une amertume dissimulée d'ailleurs sous des airs folâtres, qu'il en est chez les chiens comme chez les hommes, où les inutiles sont comblés de prévenances, de petits soins, d'attentions flues, ont tapis et bondoir, tandis que les travailleurs couchent sur la dure, mangent du pain et boivent de l'eau claire.

Il n'est pas jusqu'à la chaîne à laquelle sont rivées les boules-dogues, les chiens de garde, les barbets, caniches, terriers, etc., qui ne soit tout un symbole. Le rédacteur du *Rappel* est venu méditer devant cette chaîne, comme devant le basset qui en est le plus complet accessoire; et tandis qu'il méditait ses larmes démocratiques à l'eau pendaient au basset, un horrible chien de tourneur de broche, qui feignait d'abord de s'associer par des hurlements plaintifs à ses tristes pensées, s'est tout à coup élancé sur lui comme un furieux et a failli lui happer le nez. Sans la chaîne, la chose était faite, et le rédacteur du *Rappel* s'en retournait camus.

C'est la moralité de cette comédie.

Il se trouvera certainement des gens pour dire que ce rédacteur qui se fait des illusions en se plaignant le pauvre chien, et qui finit par manquer d'être dévoré par le dit chien, est le symbole des favorites du jour, exploitant l'idée démocratique jusqu'au jour où ils sont mangés par les démocrates.

Prix de l'abonnement.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25
Prix du numéro	5 cents

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions aussi une excellente édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. Prix, $3 par an, et 10 cts le numéro.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Dans la journée de mercredi, on a arrêté un certain Edwin Smith, employé aux bureaux de la poste, accusé d'avoir volé un grand nombre de lettres chargées. Le Smith, a trouvé les lettres, plusieurs perquisitions avaient fait des perquisitions chez lui, quoique n'ayant été découvert que peu de choses. Le Smith, a trouvé les lettres, plusieurs personnes à qui elles étaient adressées, ont été appelées à constater si elles avaient été ouvertes et si l'argent qu'elles contenaient avait été soustrait. Voici la liste des lettres et les noms des personnes à qui elles étaient adressées:

William King, de Gainesville, à Henry Vallman, demeurant au No 201 ½ de la rue des Remparts, avec une traite à vue sur John Williams, pour $25.

Dooley et Brother, de New York, à M. Klein, propriétaire d'une épicerie rue Prieur.

Loterie de l'Etat du Missouri à Antoine Foltz, demeurant au No. 305 de la rue des Ursulines.

Circulaire à Henry Weiser, demeurant au No. 43 de la rue Roman.

Henry Arthur, de St. Louis, à madame Louise Scott, demeurant au No. 20 de la rue Robinson, avec une traite sur la poste pour $10.

Loterie de l'Etat du Missouri à John Engländer, demeurant au No. 304 de la rue Conti.

Lettre signée "Votre Tante", de la Grande Prairie, à Hammond Mâse, aux soins de F. Langbold, rue Orléans, entre Galvez et Johnson.

Iciam Leslie, de la paroisse Plaquemines, à John Page, au No 28 de la rue Roman, avec une traite sur la poste pour $10.

Loterie de l'Etat du Missouri à Charles Hefner, demeurant au coin des rues Ste. Anne et Roman.

E. Ford, de Napoléonville, à madame Julia Pinckney, demeurant au No 67 de la rue Berbigny.

Une circulaire à William Mischell, demeurant au coin de la rue Roman et de l'Avenue Carondelet.

V. Nereaux, paroisse Plaquemines, à Robert Favaseau, demeurant au N° 305 de la rue St-Philippe.

Sarah Bunch, de Mobile, à Minnie Harris, rue du Bassin.

Henry Lee, de Brashear, Louisiane, à madame Joséphine Lee, au N° 364 de la rue Bienville.

Une circulaire à Charles Bennett, demeurant au N° 340 de la rue St-Pierre.

James, McGill & Co., de Cincinnati, à M. P. Hacker, avec des cartes postales.

Geo. J. Harris et fils, de Philadelphie, à P. Hernandez, demeurant au No 147 de la rue des Ursulines.

Willis Whitten, à William Murrell, Mechanics Institute.

E. E. Norton, Nlle-Orléans, à Mme Esther Stackhouse, Comté Monroe, Pensylvanie, avec une traite pour $40.

Mlle Anais Bennett, Nlle-Orléans, à Mme Vve Célina Parley, Nlle-Ibérie, avec une photographie.

Madame M. A. Johnson, Nouvelle-Orléans, à madame J. S. Madisell, Ouest-Virginie.

Les Cox, Nouvelle-Orléans, à Nellie M. Morrison, Jeffersonville.

C. H. Thompson, à Mlle Mary J. Thompson, au Couvent St-Olivet, Michigan.

Madame Marie L. Cox, Nouvelle-Orléans, à Mlle Marie Cox, Louisville, Kentucky.

Imprimerie de Rialle, Pennsylvanie, à David Horton, avec une traite pour $25.

L'affaire de MM. Cohen et Railey, accusés d'avoir attenté à la vie du pseudo-gouverneur Kellogg, est enfin terminée. Elle a été soumise au juri vers sept heures de l'après-midi, après l'audition des derniers témoins de la défense et le plaidoyer de M. Field, un des avocats de la poursuite. — Les avocats des accusés, MM. Randolph, Castellanos, New, Cohen et Whitney, se sont abstenus de plaider la cause les deux honorables adversaires, dont l'innocence avait été suffisamment démontrée par les témoignages de plus de vingt-cinq personnes.

Hier matin, à dix heures, le petit village de Carrollton présentait le même aspect que les jours précédents. L'artillerie, l'infanterie et la cavalerie de Kellogg étaient à leurs postes respectifs; les baïonnettes brillaient au soleil comme avant; la maison de Cour était comble; et M. Field, le pseudo avocat-général, — l'homme au cœur de lièvre et à la voix de stentor, — avait des allures aussi impertinentes et faisait preuve d'autant de mauvaise foi que de coutume. Maintenant que la mise en scène est complète, nous passerons aux détails.

A dix heures, hier matin, le juge Pardee a pris son siége, et les témoins à décharge ont continué les dépositions interrompues la veille. L'honorable Wm. Randolph a été le premier à comparaître. Il a déclaré que dans la soirée fatale où eut lieu la rencontre entre Camp et Natchez. Dans l'après-midi, il passait rue Gravier, quand il a vu beaucoup de monde se diriger vers la rue des Magasins. Il a suivi la foule, et ayant atteint le coin des rues Magasins et Natchez, il a rencontré M. Cohen.

L'incident Kellogg avait déjà eu lieu et le voiture, par de celui-ci avait disparu. M. Cohen est un homme d'un caractère paisible et il est incapable de commettre un assassinat.

M. Fox a fait la déclaration suivante: — Je demeure au No 375, de la rue des Magasins, et je suis employé chez messieurs Aloha, Scherk & Abtey, facteurs de coton. Je me trouvais devant les bureaux de M. Morgan, dans l'après-midi du 7 mai. J'ai vu Kellogg s'avancer vers sa voiture et M. Railey l'apostropher. Quand la voiture est partie, un jeune homme, qui apparemment, de 23 à 25 ans, d'une petite taille, et doué d'une certaine corpulence, a tiré un pistolet de sa poche et a fait feu. M. Cohen n'est pas cet homme. Je ne connais pas personnellement M. Cohen, mais j'ai bien regardé celui qui avait tiré le coup de pistolet, et je suis certain que ce n'était pas M. Cohen.

Témoignage de M. Frank Schaksneider, demeurant au No. 69 de la rue des Magasins. — Il se trouvait au coin de la rue Natchez et de la rue des Magasins, dans l'après-midi du 7 mai. Il a vu celui qui a tiré sur M. Kellogg et ce n'était pas M. Cohen. Celui qui a fait le coup, était un tout jeune homme blond. Il reconnaîtrait cet homme s'il le voyait.

M. James Smith a fait une déposition à peu près semblable. Il a vu, de ses yeux vu, celui qui a tiré sur Kellogg, et ce n'était pas M. Cohen.

M. C. Boisblanc, employé au N° 65 de la rue des Magasins, a déclaré qu'il connaissait M. Cohen depuis plusieurs années; qu'il avait assisté à toute la scène de la rue des Magasins; que l'homme qui avait tiré sur Kellogg ne ressemblait aucunement à M. Cohen; et qu'il était certain que M. Cohen n'était pas là.

M. Daniel H. Bland, demeurant au No 109 de la rue Perdidas, a fait, en substance, la même déclaration que M. Boisblanc.

M. A. M. Holbrook a dit dans sa déposition que M. Cohen avait été employé par lui pendant deux années, et que, par conséquent, il le connaissait parfaitement. — C'est un homme doué d'un caractère paisible, qui n'a jamais eu l'habitude de porter des armes et qui ne s'est jamais fait d'ennemis.

M. C. Taylor Gacobe, demeurant au No 31 de la rue Natchez, a déclaré qu'il se trouvait à la porte de son bureau, dans la rue Natchez, dans l'après-midi du 7 mai. Il a entendu un coup de pistolet et il a vu la voiture de M. Kellogg passer devant lui. Il s'est rendu au bureau de M. Whitney pour apprendre les nouvelles et il était là depuis quelques minutes, quand Cohen est venu en courant, tenant un pistolet à chaque main et demandant des renseignements.

James O'Neil et Frank Murphy, les deux derniers témoins qui ont été entendus, ont déclaré qu'ils avaient tous les deux vu le jeune homme qui a tiré sur Kellogg. Ils ont donné son signalement et ont certifié que ce n'était pas M. Cohen.

La Cour alors s'est ajournée à deux heures de l'après-midi.

A la reprise de l'affaire, M. Cohen, avocat de la défense, a dit que quoiqu'il y eut d'autres témoins à décharge à entendre, comme ils n'étaient pas présents, il était d'avis de s'en tenir là. Les témoignages provaient déjà suffisamment l'innocence de son accusé.

M. Field a déclaré qu'il attendait un témoin à charge, le révérend Morrow, dont la déposition était importante. Un député-shérif a été envoyé à sa recherche et a conduit en Cour quelques minutes après.

Le témoignage de M. Morrow est insignifiant. Il a entendu, dans l'après midi du 7 mai, deux hommes passer de l'assassinat de Kellogg. L'un de ces deux hommes était M. Cohen; le témoin ne connaît pas l'autre. M. Cohen disait qu'on avait tiré sur Kellogg en sa présence et qu'il allait donner le compte-rendu de l'affaire dans son journal.

Lorsque le révérend eut terminé sa déclaration, le juge, l'ex-maître de poste destitué, s'est levé d'un air suspecte et a commencé son plaidoyer.

Nous nous trompons, en disant que l'orateur de la Chambre a la mauvaise législature du Mechanics' Institute, a commencé son plaidoyer. Il n'en fait un tel parti pris, un jugement bonne, qui appartient, de 23 à 25 ans, d'une petite taille, et doué d'une certaine corpulence, a tiré un pistolet de sa poche et a fait feu. M. Cohen n'est pas cet homme. Je ne connais pas personnellement M. Cohen, mais j'ai bien regardé celui qui avait tiré le coup de pistolet, et je suis certain que ce n'était pas M. Cohen.

Témoignage de M. Frank Schaksneider, demeurant au No. 69 de la rue des Magasins. — Il se trouvait au coin de la rue Natchez et de la rue des Magasins, dans l'après-midi du 7 mai. Il a vu celui qui a tiré sur M. Kellogg et ce n'était pas M. Cohen. Celui qui a fait le coup, était un tout jeune homme blond. Il reconnaîtrait cet homme s'il le voyait.

M. James Smith a fait une déposition à peu près semblable. Il a vu, de ses yeux vu, celui qui a tiré sur Kellogg, et ce n'était pas M. Cohen.

M. C. Boisblanc, employé au N° 65 de la rue des Magasins, a déclaré qu'il connaissait M. Cohen depuis plusieurs années; qu'il avait assisté à toute la scène de la rue des Magasins; que l'homme qui avait tiré sur Kellogg ne ressemblait aucunement à M. Cohen; et qu'il était certain que M. Cohen n'était pas là.

M. Daniel H. Bland, demeurant au No 109 de la rue Perdidas, a fait, en substance, la même déclaration que M. Boisblanc.

M. A. M. Holbrook a dit dans sa déposition que M. Cohen avait été employé par lui pendant deux années, et que, par conséquent, il le connaissait parfaitement. — C'est un homme doué d'un caractère paisible, qui n'a jamais eu l'habitude de porter des armes et qui ne s'est jamais fait d'ennemis.

M. C. Taylor Gacobe, demeurant au No 31 de la rue Natchez, a déclaré qu'il se trouvait à la porte de son bureau, dans la rue Natchez, dans l'après-midi du 7 mai. Il a entendu un coup de pistolet et il a vu la voiture de M. Kellogg passer devant lui. Il s'est rendu au bureau de M. Whitney pour apprendre les nouvelles et il était là depuis quelques minutes, quand Cohen est venu en courant, tenant un pistolet à chaque main et demandant des renseignements.

James O'Neil et Frank Murphy, les deux derniers témoins qui ont été entendus, ont déclaré qu'ils avaient tous les deux vu le jeune homme qui a tiré sur Kellogg. Ils ont donné son signalement et ont certifié que ce n'était pas M. Cohen.

La Cour alors s'est ajournée à deux heures de l'après-midi.

A la reprise de l'affaire, M. Cohen, avocat de la défense, a dit que quoiqu'il y eut d'autres témoins à décharge à entendre, comme ils n'étaient pas présents, il était d'avis de s'en tenir là. Les témoignages provaient déjà suffisamment l'innocence de son accusé.

M. Field a déclaré qu'il attendait un témoin à charge, le révérend Morrow, dont la déposition était importante. Un député-shérif a été envoyé à sa recherche et a conduit en Cour quelques minutes après.

Le témoignage de M. Morrow est insignifiant. Il a entendu, dans l'après midi du 7 mai, deux hommes passer de l'assassinat de Kellogg. L'un de ces deux hommes était M. Cohen; le témoin ne connaît pas l'autre. M. Cohen disait qu'on avait tiré sur Kellogg en sa présence et qu'il allait donner le compte-rendu de l'affaire dans son journal.

Lorsque le révérend eut terminé sa déclaration, le juge, l'ex-maître de poste destitué, s'est levé d'un air suspecte et a commencé son plaidoyer.

Nous nous trompons, en disant que l'orateur de la Chambre a la mauvaise législature du Mechanics' Institute, a commencé son plaidoyer. Il n'en fait un tel parti pris, un jugement bonne, qui appartient, en véritable *stump speech*, à Kellogg; appelant les jurés ses concitoyens, amis et leur donnant presque des petites tapes amicales sur le ventre. D'ex-maître de poste a parlé des vertus du grand et magnanime Kellogg, gouverneur de la Louisiane de par la volonté de Grant et de par la bienveillance du peuple, a déclaré que ce Kellogg pas un usurpateur, mais le patriote sincère, dévoué à la Louisiane et prenant à cœur son intérêt.

Le plaidoyer d'un tel calibre n'était menacé la potiron, — ou plutôt le dos, — de cet homme si vertueux, si parfait, si.... etc. Il fallait que justice fût faite et que cet assassin fût puni.

Il a passé contre les perturbateurs de la paix publique; contre les instigateurs de désordres; contre les *rebelles du Sud*; contre les hommes sans du pays, qui ne veulent pas se laisser dépouiller, sans protester; contre la presse du Nord, qui refuse de reconnaître son maître; contre tout le monde, en un mot.

Il a tout dit, et notre chose encore; mais il a oublié le point le plus important, le seul important, de l'affaire; d'accuser, de nommer le meurtre, le *dieu*, qui a voulu attenter aux jours si précieux de son Excellence radicale.

Comme le singe d'une des fables de Florian, qui montrait la lanterne magique et à tout arrangé, tout préparé, tout disposé; et il n'a pas absolument rien oublié, si ce n'est pourtant allumer la lanterne.

Le tour des avocats de la défense étant venu, ceux-ci ont refusé de plaider, en disant qu'ils considéraient que leur cause était gagnée d'avance: les témoignages ayant été accablants et l'innocence de leurs clients ayant été complètement démontrée.

Le pseudo-avocat-général Field s'est dressé alors, et a fait un discours qui a fait trembler les vitres, et de ses deux grands bras, il gesticulait comme un moulin-à-vent. Il a déclaré que le juge de Kellogg avait été insulté, l'infâme! et que le juge du district avait été insulté! — Tandis que la conduite n'est pas à l'abri d'une proche, n'a pas précisément à se louer de cette France, qu'il vous ainsi à l'exécration du genre humain. — *Indefinie.*

Le pseudo-avocat-général a terminé en disant que les témoins à décharge qui avaient prouvé un alibi en faveur de M. Cohen, étaient des amis personnels de l'accusé, et qui pis est, des conspirateurs comme eux.

Lorsque M. Field eut épuisé tout son vocabulaire d'imprécations et d'injures à l'adresse des *traîtres* et des *ennemis* du bien public, et que la grande colère qui semblait le posséder, fut un peu apaisée; il s'est affaissé sur sa chaise, haletant et sans voix.

Le juge Pardee a résumé alors les débats, avec une impartialité qui lui fait honneur, en ces quelques mots de décidément remarquable; et les membres du juri après avoir reçu les instructions par lui des devoirs qu'ils avaient à remplir, se sont retirés dans leur chambre, sous la garde de plusieurs députés-shérifs, pour délibérer et prendre une décision.

A dix heures, hier soir, il n'y avait pas encore eu de verdict. Le juri restera donc enfermé jusqu'à ce matin.

Dans l'après-midi de mercredi, Jacob Lotz, accusé par la Compagnie d'assurance mutuelle des Nlle-Orléans d'avoir mis le feu, dans la nuit du 6 juin, à sa maison située au coin des rues Huitième et Annunciation, a comparu devant le juge de paix du Troisième District, J. J. Leresche.

M. Ferjus Fuseller représentait la Compagnie d'assurance.

Jacob Lotz, l'accusé, a témoigné le premier.

Il a déclaré que le feu avait pris à la grocerie le 8 juin, vers minuit. Il était couché, quand quelqu'un lui a crié de se réveiller, parce que le feu était chez lui. Il s'est levé et a été à une porte, mais il n'a vu que de la fumée et pas de feu. Sa femme et ses enfants étaient couchés comme lui. Il s'est habillé et assuré il y a quelques mois: c'est sa femme qui lui a conseillé de le faire, parce qu'une personne de bonne aventure lui avait prédit qu'il y aurait bientôt un grand incendie dans son voisinage. Son mobilier était de $1,500. Au moment de l'incendie, ses marchandises pouvaient valoir $600 et ses meubles $300. Ses vêtements et ceux de sa femme et de ses enfants pouvaient valoir $300.

L'inspecteur de la Compagnie Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, M. Anzoni, lui a demandé de lui expliquer l'affaire du feu. Il lui a répondu qu'il n'en savait rien. Il n'a jamais réclamé le montant de son assurance.

M. Frank Sharp, demeurant au coin des rues Huitième et Annonciation, a déclaré qu'il était endormi quand le feu s'est déclaré dans le grocerie de Lotz. Sa femme l'a réveillé. Il a été à la maison incendiée. Il a vu la flamme à travers la porte. Il a crié au feu; personne ne lui a répondu. Il a pris alors une hache et a enfoncé la porte.

L'huile de pétrole dont la chambre était pleine, a coulé dans la rue, sur le trottoir. Il a trouvé dans la grocerie beaucoup de caisses vides, un baril de pétrole défoncé et un sac imbibé de pétrole. On a réussi à éteindre le feu, et quand tout était terminé Jacob Lotz a paru, il était complètement habillé. Il avait pantalons, veste, pistolet, cravate et souliers.

Le témoin a entendu madame Lotz dire plusieurs semaines avant l'incendie qu'il y aurait une grande conflagration dans le voisinage. Elle a conseillé à tous son voisinage de se mettre en assurance.

D'autres témoins, Mary Schoelmeyer, Adam Schoelmeyer, Jacob Merkel, Peter Henninger, Matthew Steppe, H. W. Smith, Charles Smith, Octave A. Fernandez, ont fait à peu près les mêmes déclarations.

Après cette enquête préliminaire, Poitevent, le policier de Dumas a arrêté Jacob Lotz et l'a conduit en prison, celui-ci continuant à protester de son innocence.

Jacob Lotz est un homme de trente à trente-cinq ans. Jusqu'à ce jour, il a joui d'une assez bonne réputation.

Les exercices de fin d'année des élèves de l'école supérieure centrale, ont eu lieu hier matin, devant un public choisi, composé de parents et d'amis.

Les jeunes garçons qui ont lu leurs compositions ou qui ont récité des pièces de vers en français et en anglais, font le plus grand honneur à leurs professeurs. Les élèves qui ont eu les premiers prix pour la classe de français sont messieurs J. Mercier et J. H. D'Meza.

Quelques jeunes garçons s'amusaient rue des Champs Elysées, hier après-midi vers sept heures et demie, quand monsieur Ral, qui s'était échappé, est passé au milieu. Heureusement un fils de M. Louis Bergeron, le petit Louis, a eu le crâne fracturé et le bras cassé. Il a été transporté à la résidence de ses parents, au No. 426 de la rue Royale. Les autres enfants ont été quittes pour la peur.

Dans la bonne ville de Lisbonne, Portugal, on prétend que la fièvre jaune épidémique à la Nouvelle-Orléans depuis le 24 avril.

Voici la copie d'une communication envoyée de Washington au collecteur du port de notre ville:

Le consul américain, à Lisbonne, nous fait part d'un décret qui défend aux navires venant de la Nouvelle Orléans d'entrer dans le port de cette ville, ayant une quarantaine de huit jours. On dit que le choléra est épidémique à la Nouvelle-Orléans depuis le 24 avril.

J. C. B. DAVIS, Assistant Secrétaire.

TEMPERATURE.—26 juin 1873.

Thermomètre de C. DURAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	73	23
12 M.	90	32
3 P. M.	90	32
6 P. M.	87	30

— Un de nos confrères, M. A. Grenier, qui fait au *Figaro* les Propos d'un Conservateur, va publier un livre sur l'antiquité au point de vue des mœurs domestiques et intimes. M. Grenier, savant comme pas un bénédictin et homme d'esprit, connaît les classiques comme Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans. Le *Figaro* nous donne un avant-goût de son livre, en en citant le passage relatif aux cafés concerts de l'antiquité. C'est à dire aux *Thermopoles*, car on cafés il n'y en avait guère, le café étant totalement inconnu des anciens. On ne connaissait les liqueurs ni à Athènes ni à Rome, et on ne savait pas ce que c'était que le vin, Mais il y avait de vin.

Chez les anciens le vin était ce que nous appelons aujourd'hui un apéritif et même pis, car il y mêlait des condiments de toutes sortes, du miel, du fromage, de la résine et une foule d'autres ingrédients et drogues diverses. Le tout était ensuite mis dans des amphores et soigneusement bouché; formait une masse solide, une sorte de pâte, que l'on faisait ramollir au moment de l'usage. Ce mélange était donc on ne peut plus indigeste, et dont on restait les mêmes dans un verre d'eau chaude, afin de les y délayer. Par cette cuisine, qui rappelle celle de la préparation d'une tasse de chocolat, on obtenait un délicieux petit breuvage, cor Mésopotamie Hermione, dit saint Jérôme.

Cet usage était fort ancien.

Dans *l'Iliade*, Nestor donne à quelques amis une explication où les choses se passent ainsi. Une belle captive qui était la bonne de la tante de bon vieillard, Hécamède "semblable aux déesses," met dans une coupe du vin de Pramne où elle avait râpé du fromage et délayé de la fleur de froment.

Cataille dit quelque part, las de tout ce qui est de tout ce fromage: "Servez-moi donc un verre de vin de Pramne."

Quand le vin était mauvais, on l'épaississait en le faisant cuire.

Quand il avait soixante ou quatre-vingts ans, on pouvait en boire des mesures.

On était bien loin, à cette époque du moyen, de Chateau Yquem ou de Lafite.

A nos Confrères.

A partir du 1er juillet prochain, chaque journal devra affranchir les numéros qu'il enverra à tit